

# POUR UNE « ÉCONOMIE PERSONNALISTE »

FRANÇOIS SCHWERER\*

**L**e 30 mars 2009, à la veille d'une réunion du G20 qui se tenait à Londres, Sa Sainteté Benoît XVI avait écrit au Premier ministre britannique de l'époque : « Les crises financières apparaissent lorsque – notamment en raison du déclin de comportements éthiques corrects – les agents du secteur économique perdent confiance dans ses modes opératoires et ses systèmes financiers. Toutefois, la finance, le commerce et les systèmes de production sont des créations humaines contingentes qui, si elles deviennent l'objet d'une foi aveugle, portent en elles les racines de leur propre échec. Leur fondation véritable et solide est la foi en la personne humaine. Pour cette raison, toutes les mesures proposées pour maîtriser cette crise doivent viser, en dernière analyse, à offrir une sécurité aux familles et une stabilité aux travailleurs et, à travers des réglementations et des contrôles appropriés, à restaurer le comportement éthique dans le monde financier. »

## UNE CRISE DES FINALITÉS

En effet, la crise qui n'en finit pas n'est pas une simple crise économique<sup>1</sup> et financière. Non, elle est le point d'aboutissement d'une fuite en avant qui dure depuis plus d'un siècle ; elle est une crise politique et morale, une crise de civilisation. Elle met en cause aussi bien les relations entre les peuples et le fonctionnement du système monétaire international que le rôle du consommateur comme moteur de la croissance. Elle est avant tout une crise du sens de l'humain, une crise d'identité, une crise des finalités et c'est ce point qu'il faut examiner en profondeur si l'on veut trouver une solution pérenne.

---

\*Docteur en droit et économie des entreprises ; membre de l'Association des économistes catholiques.

Aujourd'hui, dans une vie publique quasi exclusivement dominée par des options économiques et financières particulières, le droit qui devrait servir de ciment aux sociétés n'est hélas plus orienté par la détermination de la place de l'homme dans la société et le jeu des rapports humains ; il a succombé au souci de faire fonctionner un marché ! L'homme en est réduit à la dimension de « moyen » au service de la productivité et de la croissance. Il en résulte que les groupes sociaux respectent des règles et des procédures, qu'ils sont soumis à des contrôles permanents de plus en plus tatillons, mais qu'ils n'ont plus de sens. Or un marché qui n'est fondé sur nulle autre valeur que la poursuite individuelle d'un intérêt égoïste immédiat porte en lui-même les germes de sa propre destruction. Et c'est d'ailleurs au moment où il paraît triompher qu'il devient le plus vulnérable.

Aujourd'hui, la morale sociale n'est plus centrée sur aucun principe transcendant, quel que soit le nom qu'on lui donne, mais sur l'homme lui-même, et un homme tronqué ! L'homme est devenu pour lui-même sa propre fin et l'unique mesure de ses actes. Mais, en même temps, il a perdu sa dignité de personne pour être réduit au rang d'individu. Il juge donc démocratiquement ce qui est bon pour lui et comment le mesurer. Dans le même temps, il a perdu le courage de s'affirmer. Il ne sait plus véritablement décider car il ne sait à quelle valeur transcendante rattacher sa décision. Il n'ose plus préférer un intérêt général qu'il ne sait plus définir à un quelconque intérêt particulier dès lors que celui-ci est défendu avec un peu de véhémence. La puissance des arguments ne dépend plus d'une conformité ou non à un ordre externe, supérieur, mais de la force avec laquelle ils sont assénés. Les moralistes ont laissé la place aux lobbyistes.

Comme le monde a oublié Dieu, il n'y a plus de rapport à la transcendance et c'est ainsi que triomphe sans partage la morale selon laquelle est bon ce qui réussit. Il est vrai que cette gestion porte des fruits. La société technicienne a permis la mise en œuvre de réalisations matérielles extraordinaires et augmenté le niveau de vie des populations les plus riches de la planète. Prises de vertige devant les succès indéniables sortis de leurs mains, les héritiers de l'âge des Lumières ont définitivement enterré Dieu. Mais, hélas, comme l'avait souligné Marcel Gaucher en 1985, la mort de Dieu ne débouche pas sur « l'homme devenu Dieu », mais sur « l'homme expressément obligé au contraire de renoncer au rêve de sa propre divinité » (Gaucher, 1985). Au fur et à mesure que la société s'enrichit, les hommes perdent le sens du don personnel et de l'esprit de solidarité que les pouvoirs publics doivent alors remplacer par un jeu aussi équilibré et efficace que possible d'impôts et de subventions.

Dans ce contexte, le but premier de la société n'est plus le bien-être de l'ensemble des citoyens, mais la croissance nominale des chiffres censés mesurer le niveau de réussite de l'activité économique. Ce « toujours plus », mesuré en termes monétaires, a ainsi contribué à l'absorption du monde réel par une spéculation financière plus aisément chiffrable. Cette spéculation qui vise à assouvir la cupidité qui sommeille en chaque homme, tout en lui donnant

l'illusion de sa toute-puissance, est devenue le moteur de la croissance des chiffres orgueilleusement proclamés à la face du monde. Mais, derrière cette brillante façade de succès affichés, c'est l'homme lui-même qui se trouve sacrifié.

## L'ÉCONOMIE A RAVALÉ LA PERSONNE AU RANG D'INDIVIDU

Réduit au rang de moyen, ayant perdu son identité propre pour être finalement éclaté en fonctions indépendantes (travailleur, consommateur, producteur...), chaque homme n'est plus qu'un simple individu<sup>2</sup>, traité statistiquement. Et en évacuant la notion de personne, on a ainsi supprimé tout ce qui, dans la décision humaine, ne dépend pas de la rationalité pure.

Ainsi, par exemple, si la notion de client était encore intimement liée à celle de personne, le consommateur, quant à lui, n'est plus qu'un concept lié à une fonction remplie par un individu. Le concept de « consommateur », enjeu et otage de la concurrence entre producteurs – réduits eux aussi au rang d'individus –, a remplacé celui de « client », lequel était autrefois courtisé par les créateurs et autres entrepreneurs. Ce glissement sémantique recouvre une réalité inquiétante : la fonction de consommation (c'est-à-dire de destruction par l'usage) l'a emporté sur la dignité de la relation interpersonnelle (du client avec celui qui lui garantit un service). On a ainsi oublié qu'« acheter est non seulement un acte économique, mais [qu'il est] toujours aussi un acte moral »<sup>3</sup>.

Spirituelle et corporelle à la fois, la personne « est nature et culture dans une histoire qui a un sens à travers des êtres et des fins »<sup>4</sup>. Elle est un être complexe. La personne ne se réduit donc pas à un ensemble de fonctions rationnelles indépendantes. Sa réalité « se découvre au-delà des multiples facettes, les divers masques – au sens du latin *persona* – que revêt le personnage, les noms, les titres et les diminutifs que la personne porte ou derrière lesquels elle se cache » (Servet, 1998). La personne se fait d'abord reconnaître par ses propres qualités qui ne sont pas celles d'une autre. L'individu, à l'inverse, est par nature non discriminable. Il peut donc faire l'objet d'un traitement statistique et être « modélisé ». Car si les personnes sont d'abord des êtres de relation, empreints de subjectivité, les individus ne sont que des concepts objectifs qui peuvent n'être appréhendés qu'en fonction de leur positionnement, leur orientation, leur place ou leur ordre.

L'individu n'est qu'une unité dans une série : indéfini et indéterminé au sein d'un ensemble auquel il appartient et pour lequel il fonctionne comme simple élément indivisible, un atome. Il ne faut pas s'étonner si cette notion a commencé à triompher lorsque, dans les universités, l'analyse économique a remplacé l'étude de ce que l'on appelait autrefois l'économie politique. Pourtant, c'est bien « la politique [qui] doit avoir le primat sur la finance et l'éthique [qui] doit

orienter chaque activité »<sup>5</sup>. C'est pourquoi l'une des grandes erreurs de notre monde techniciste a été de vouloir mettre partout des relations d'ordre, y compris là où il n'y en a pas. Car la notion de relation d'ordre est une notion rationnelle que l'on peut appliquer aux individus, elle n'est en aucun cas une loi universelle que l'on peut imposer aux personnes...

Par souci d'efficacité visible, chaque difficulté pratique rencontrée est traitée comme si elle était isolée, sans incidence sur son environnement – environnement qui n'a pas plus de valeur que la somme des individus qu'il concerne. Or on ne résout jamais un problème uniquement en le découpant en éléments indépendants comme si aucun d'eux n'avait d'influence sur les autres. Que ce découpage soit utile pour l'analyse, peut-être ; mais une fois l'analyse effectuée, il faut passer à la solution et pour cela, une synthèse est indispensable, la prise en compte des interactions et de toutes les relations est nécessaire. De même que dans un corps, tous les organes n'ont pas une taille théoriquement maximale, ni le poids le plus gros que l'on puisse envisager, de même dans une société, il ne faut pas chercher à maximiser chaque fonction, mais à les ordonner harmonieusement les unes aux autres.

## POUR UNE ÉCONOMIE AU SERVICE DE L'HOMME ET DU BIEN COMMUN

Dans la réalité de la personne, « sa dimension individuelle et sa dimension sociale sont indissociablement liées » (Dembinski, 2008). Or, comme l'a expliqué le pape Benoît XVI dans l'encyclique *Caritas in veritate*, l'économie n'existe pas en dehors de l'agir humain et l'homme n'a donc pas à se plier à ses prétendues « lois ». L'économie est faite pour l'homme et non l'homme pour l'économie. En faisant disparaître l'éthique du champ d'enquête de la « science économique », nous sommes devenus incapables de « rendre compte de manière complète des actions humaines et d'expliquer l'existence des institutions importantes pour le marché uniquement comme résultat de la pure interaction d'agents rationnels et égoïstes »<sup>6</sup>.

Si la personne peut être « pro » créatrice, l'individu, quant à lui, ne peut être au mieux que producteur. La personne a une valeur en soi ; l'individu n'a de valeur qu'en vertu de sa fonction, de sa place dans l'ensemble auquel il appartient. Dans une société de personnes, on tient compte des relations, des biens et des réalités concrètes ; tandis que dans un ensemble d'individus, on ne tient compte que des mouvements, des flux et des réseaux. Il est vrai que dans une organisation en réseaux – telle que la technique informatique actuelle y pousse –, l'homme est lui-même pris dans les mailles. C'est un élément endogène ; il n'est pas extérieur au système. Dès lors, il se trouve réduit, combiné avec les autres éléments du réseau et perd sa liberté.

La notion d'individu, en permettant les comptages et les statistiques dont notre société technicienne est friande, conduit aussi à tous les amalgames : il suffit que l'on montre un « riche » qui délocalise pour qu'aussitôt, dans le discours politique, on en conclue que tous les riches sont égoïstes et n'ont aucun sens du patriotisme. Si la notion de personne dominait dans les esprits, un tel raccourci ne serait pas possible ; en effet, si l'on avait conscience que chaque homme est une personne, libre, on se dirait que ce n'est pas parce que l'une d'entre elles se conduit de telle ou telle façon que toutes celles qui entrent dans la même catégorie – catégorie caractérisée d'ailleurs totalement arbitrairement – se conduisent aussi de la même façon.

Cette substitution du concept d'individu à la notion de personne est le propre d'une société riche qui peut subsister malgré l'individualisme égoïste de ses composantes. L'histoire en a déjà donné la leçon : « En substituant, en tant que finalité de la vie, la recherche du bonheur à celle de la vérité, les hommes deviennent soudainement identiques (dans leur être) et mimétiques (dans leur comportement). Car si la vérité est suffisamment riche pour pouvoir différencier chaque existence particulière, le bonheur immanent fait au contraire ressembler les hommes à un immense troupeau indifférencié, continuellement occupé à paître l'herbe verte. Babylone n'est pas la cité du sens ; elle est la cité de l'ivresse ! » (Plet, 2012). Cette leçon de Babel est pourtant claire : la substitution de l'individu à la personne est nécessairement destructrice de tout lien social. Si un groupe de personnes peut bien constituer une société, une masse d'individus ne le peut pas ; elle n'est qu'un tas, un ensemble – au sens mathématique du terme – ou un amalgame. En effet, dans une société, les personnes sont solidaires alors que dans une masse, les individus ne sont que juxtaposés.

Cette substitution du concept d'individu à la notion de personne est la cause du fait que l'économie actuelle « a progressivement substitué la recherche du profit à la logique du bien commun et le monopole à la concurrence, imposé la maximisation du profit en faveur des détenteurs du capital, multiplié les rentes de situation et provoqué la séparation radicale du capital et du travail »<sup>7</sup>. Dès lors, il est vain d'imaginer qu'elle puisse un jour redevenir la servante des hommes et des sociétés sans remettre en cause le paradigme sur lequel elle est fondée. C'est bien ce qui avait conduit Benoît XVI à considérer que « la conviction de l'exigence d'autonomie de l'économie, qui ne doit pas tolérer d'influences à caractère moral, a conduit l'homme à abuser de l'instrument économique, y compris de façon destructrice. À la longue, ces convictions ont conduit à des systèmes économiques, sociaux et politiques qui ont foulé aux pieds la liberté de la personne et des corps sociaux et qui, précisément pour cette raison, n'ont pas été en mesure d'assurer la justice qu'ils promettaient »<sup>8</sup>. On ne pourra donc sortir de la crise que par des solutions qui tiennent compte du bien commun des personnes qui constituent la société et non simplement par la recherche d'un progrès chiffré des fonctions remplies par les individus.

*NOTES*

1. « La crise que nous traversons n'est pas une crise économique puisque nos sociétés continuent à produire de la richesse. Elle est avant tout une crise symbolique qui touche les rapports entre l'économique, la politique et le social. » (de Gaulejac, 2009).
2. Jacques Maritain distinguait, au sein de chaque être humain, l'individu de la personne. Selon lui, la personne l'emporte toujours en dignité sur la société temporelle alors que l'individu est subordonné au tout social.
3. Benoît XVI, *Caritas in Veritate*, n° 66.
4. Père André-Vincent au colloque de la Confédération des juristes catholiques de France, novembre 1980.
5. Benoît XVI, à la fondation Centesimus annus Pro Pontifice, *Osservatore Romano*, édition en langue française, 22 juin 2010.
6. Mario Draghi, *Osservatore Romano*, édition en langue française, 15 juillet 2009.
7. Jacques Lecaillon, document préparatoire au congrès de l'Association des économistes catholiques du 8 décembre 2012 à Paris.
8. Benoît XVI, *Caritas in veritate*, n° 32.

*BIBLIOGRAPHIE*

- DE GAULEJAC V. (2009), *La société malade de la gestion*, Seuil, p. 155.
- DEMBINSKI P. H. (2008), *Finance servante ou finance trompeuse ?*, Desclee de Brouwer, p. 19.
- GAUCHER M. (1985), *Le désenchantement du monde*, Gallimard.
- PLET P. (2012), *Babel et le culte du bonheur*, Salvator, p. 151.
- SERVET J.-M. (1998), *L'euro au quotidien*, Desclee de Brouwer, pp. 75-77.